



CIBLE

Damned !

Pauvres atlantistes... Obligés maintenant de se méfier les uns des autres jusqu'à devoir regarder si quelqu'un ne se cache pas sous un bureau ou dans un placard pour les espionner.

C'est que la puissance tutélaire se méfie de tout et de tous. Elle surveille, scrute, examine, pèse, soupèse et repèse. Madame Merkel a fait les frais pendant dix ans de la suspicion des services américains de sécurité. La main sur le coeur, son ami Barak lui a juré n'être au courant de rien. Ce qui était un mensonge mais plutôt une bonne nouvelle, pour lui s'entend...

Cela fait longtemps qu'à défaut d'assurer une sécurité efficace de leurs citoyens, les Etats-Unis écoutent. Le système « échelon » avait déjà été mis en cause à la fin des années 90. Pour les mêmes raisons. Aujourd'hui c'est la NSA, toute puissante mais guère plus douée que ces devancières pour effectuer un travail efficace et contrôlé et surtout au profit de qui ou de quoi.

Les tenants de l'alliance à tout prix ont tout des vieux croyants, bernés, trompés, ils n'en demeurent pas moins fidèle à leur croyance sans trop bien savoir pourquoi, comme un cycliste qui roule vers nul part par simple crainte de tomber en cas d'arrêt...

Colère bretonne

Grand vent d'Ouest

Histoire

Les quatre révolutions

p. 6-7

Hommage

Philippe Cohen

p. 2

Deuil

Philippe Cohen, toujours exemplaire

La direction de Royaliste et les familiers de nos Mercredis parisiens ont appris avec chagrin la mort de Philippe Cohen, patriote et journaliste exemplaire. Bertrand Renouvin lui rend hommage, au nom de tous ceux qui, parmi nous, l'ont connu et aimé.

Philippe, nous l'avions reçu aux Mercredis en 1997 pour son premier livre, «*Le Bluff républicain*». Il était déjà évident que nous appartenions au même parti, qui se cherchait déjà un fédérateur et une structure : le *parti des politiques* qu'on appelait alors le courant national-républicain. L'année suivante, Philippe devint secrétaire général de la Fondation du 2-mars, à laquelle nous n'avons pas participé mais nous nous étions retrouvés au Pôle républicain pour la campagne de Jean-Pierre Chevènement. Je me souviens d'une rencontre avec Philippe, début 2002, sur un plateau de télévision. Il était sévère sur la conduite de la campagne, ce qui m'avait surpris. C'est lui qui avait raison.

Après l'effondrement du Pôle républicain nous avons repris, chacun à notre manière, le combat contre l'oligarchie. Menée avec Pierre Péan, son

enquête sur *Le Monde* fut un énorme pavé dans la mare. Nous avons soutenu nos deux amis contre la troïka Colombani-Minc-Plenel et nous avons réaffirmé à Philippe notre active sympathie lorsqu'il publia son enquête sur Bernard-Henri Lévy. Puis ce fut le livre pionnier sur la Chine, écrit avec Luc Richard. Engagé dans la bataille contre l'ultra-libéralisme, Philippe a joué un rôle majeur dans la diffusion des idées protectionnistes et dans la dénonciation de l'euro. Rédacteur en chef de *Marianne 2* entre 2007 et 2012, il fit de ce site le point de rencontre des économistes et des blogueurs hétérodoxes : Jacques Sapir, Emmanuel Todd, Jean-Luc Gréau, Laurent Pinsolle... Alors que toute la grande presse ignorait délibérément notre existence, je fus publié sur *Marianne 2* ainsi que Luc de Goustine. Il nous fit connaître Panagiotis Grigoriou et, surtout, le fit entrer chez Fayard. (1)

L'écho donné aux hétérodoxes fâchait les centristes de *Marianne* qui, après maintes pressions dont il m'avait fait part, obtinrent qu'il soit déplacé du site à l'édition sur papier à l'été 2012. A l'époque, Philippe était déjà la cible des maîtres-censeurs d'un antifascisme qui subissait depuis 1984 défaite sur défaite face au Front national. En mars 2011, Laurent Joffrin, dans *Le Nouvel observateur*, l'accusa de faire cause commune avec « une petite troupe de publicistes et d'intellectuels [qui], sous couvert d'anticonformisme, ont réhabilité les réflexes de la droite la plus identitaire » tandis qu'Ariane Chemin le plaçait sur la liste noire des « brouilleurs de repères » et des « agents de notabilisation » du lepénisme. Ces accusations étaient parfaitement imbéciles. Philippe avait annoncé que le Front national, sans abandonner sa propagande xénophobe, allait s'emparer de thèmes éco-

nomiques et sociaux qui laisseraient la gauche sans réplique. Tel était son crime. Peu après cette polémique, je l'avais longuement interrogé sur Marine Le Pen, qu'il avait pris soin de rencontrer, et son analyse nous avait été une fois de plus précieuse : ce qu'il prévoyait alors, avec grande inquiétude, nous l'avons sous les yeux.

Les imbéciles n'ont pas désarmé. Au lieu de combattre le Front national avec des armes appropriées, ils ont voulu avoir la peau de Philippe Cohen. Lors de la publication de la biographie de Jean-Marie Le Pen écrite avec Pierre Péan, le patron de *Marianne*, Maurice Szafran, l'accusa de réhabiliter le chef frontiste. Au dîner qui suivit la présentation du livre aux *Mercredis de la NAR*, Philippe m'annonça qu'il quittait le journal dont il était le cofondateur et qu'il ne trouverait place dans aucune publication parisienne : au Monde, au Nouvel observateur, au Point, partout où Bernard-Henri Lévy est influent, on se réjouirait en silence de cette exécution douce.

Nous attendions quant à nous une nouvelle enquête et le lancement d'un nouveau média parce que c'était l'homme de tous les courages. Il faut relire ses livres et ses articles. Journaliste exemplaire, Philippe Cohen fera école, chez nous et ailleurs.

Bertrand RENOUVIN

 (1) Panagiotis Grigoriou – « *La Grèce fantôme, Voyage au bout de la crise* », Fayard, 2013.

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Philippe Cohen - p. 3 : Un débat déplacé - Echo des blogs - p. 4 : Fiscalité verte et bonnets rouges - p. 5 : Le cercle de Darwin - p. 6-7 : Les 4 révolutions de 1789 - p. 8 : Les 7 piliers du populisme - En jeu - p. 9 : Versailles - p. 10 : Jordaens - Le Nôtre - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial.

Rédaction/administration
38, rue Sibuet 75012 Paris
Tél : 01 42 97 42 57
Dir. publication : Yvan Aumont

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris

Un débat déplacé

Faut-il soutenir le gouvernement, qui veut pénaliser les clients des prostituées ? Faut-il applaudir les « 343 salauds » qui revendiquent « la liberté d'aller aux putes » ? Posé en ces termes, le débat nie résolument la condition sociale des personnes qui se prostituent.

Les deux réactions les plus communes quand on évoque la prostitution ? Les lèvres pincées et les rires gras. Au gouvernement qui veut pénaliser les clients parce que **c'est mal** d'acheter un corps, répond la pétition des joyeux lurons qui se proclament « salauds » : « Touche pas à ma pute ! ». Le mot choisi pour désigner les prostituées dit bien le mépris qu'ils ont pour elles. *Aller voir les filles* et *aller aux putes*, ce n'est pas la même chose : la première expression indique la recherche d'une relation minimale entre personnes, la seconde exprime le désir brut de consommer. Les « 343 salauds » revendiquent leur liberté de jouir et ne se préoccupent que du consentement de la prostituée. C'est croire ou faire croire que les deux démarches sont également libres – comme si la prostitution n'était pas un acte contraint.

Face à la **provocation hédoniste**, le projet du gouvernement semble impeccable : le client commet un acte qui doit être puni. Ce jugement est rigoureux du point de vue de la morale : on ne doit pas prendre l'autre comme moyen. Cette maxime ayant une portée générale, il faudrait, pour se prévaloir d'une attitude morale, l'appliquer à toutes les situations d'exploitation : comme le gouvernement s'y refuse, il est aussi coupable d'immoralité que les hédonistes puisque, comme eux, il nie la condition sociale des personnes qui se

prostituent. La puissance publique doit en effet protéger tous les citoyens, ce qui implique deux tâches majeures quant à la prostitution : assurer la sécurité des personnes, veiller à la santé publique. La prostitution visible (dans la rue, dans divers établissements) est beaucoup moins dangereuse pour celles et ceux qui l'exercent que la prostitution en studio, par le biais d'Internet. La prostitution visible permet également des actions efficaces de prévention des maladies sexuellement transmissibles.

Cet **impératif de protection** est négligé par le gouvernement. Pénaliser les clients, c'est éliminer les personnes prostituées par un effet de marché : s'il n'y a plus de demande, l'offre disparaît. Parfaite hypocrisie ! L'expérience suédoise, entre autres, montre que la pénalisation ne réduit même pas la demande mais l'oriente vers une offre clandestine qui multiplie les dangers (1). Faut-il se résigner à la situation présente ? Certes non. Le gouvernement peut à bon droit engager une politique visant à réduire la prostitution – mais en plaçant son action sur le terrain social, sans bien sûr négliger la répression du proxénétisme. Pour respecter l'impératif moral et le relier au souci politique, le ministre des Droits des femmes doit s'engager à ce que le gouvernement mène une action résolue sur deux plans.

La lutte contre les réseaux de proxénètes. Elle implique le

renforcement massif des moyens de la police, qui implique un effort budgétaire conséquent. Entre l'austérité et la lutte contre la criminalité il faut choisir.

L'aide matérielle aux personnes prostituées. On se prostitue pour survivre – payer son loyer, manger à sa faim, nourrir ses enfants – et parfois pour vivre confortablement. Je ne dis pas *bien vivre* parce que la souffrance psychique est très forte. Pour quitter le métier, une personne prostituée doit trouver un revenu équivalent à celui qu'elle perd. Le gouvernement peut-il garantir une vie professionnelle normale à toute personne souhaitant cesser la prostitution, avec l'équivalent d'une indemnité de chômage pendant la recherche d'emploi ? Peut-il améliorer la condition étudiante de telle manière que des milliers d'étudiantes ne soient plus obligées de se prostituer (2) pour payer leurs études ? Peut-il garantir à toutes celles qui sont victimes de proxénètes une protection complète sur une longue période ? Il faudrait créer un service spécialisé dans ce type de réinsertion, et des moyens financiers considérables. Sur ces points précis, nous attendons les réponses de Madame Najat Vallaud-Belkacem.

Sylvie FERNOY

(1) Cf. le rapport du PNUD : Risque, droit, santé – Juillet 2012.
(2) Cf. «Royaliste», n° 891. 13-26 novembre 2006.

L'écho des blogs

La misère en France.

« L'état des lieux : La France comptait 4,9 millions de pauvres en 2011 si l'on fixe le seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian et 8,7 millions de pauvres si l'on utilise le seuil de 60 % du niveau de vie médian. Dans le premier cas, le taux de pauvreté est de 7,9 %, dans le second de 14,3 %. En 2011, le seuil de pauvreté situé à 60 % du revenu médian, pour une personne seule, est de 977 euros mensuels, celui à 50 % de 814 euros. » Voilà comment débute le rapport publié le 21 octobre sur son site par l'Observatoire des inégalités (1). S'il y a une courbe qui ne s'inverse pas c'est bien celle de la pauvreté. Ainsi depuis 2008 précise le rapport « La dégradation économique enregistrée pèse tout particulièrement sur les moins favorisés. Pour la seule période de 2008 à 2011, le nombre de pauvres au seuil de 50 % a augmenté de 584 000 et de 893 000 si l'on considère le seuil de 60 % ». Autres données communiquées par cet organisme que ce soit pour se loger « 3,6 millions de personnes sont mal-logées selon la Fondation de l'Abbé Pierre, parmi lesquelles 685 116 sont privées de domicile personnel, dont la majorité, 411 000 sont hébergées chez un tiers » ou pour se nourrir « 3,5 millions de personnes ont recours à l'aide alimentaire dont 1,3 million en bénéficient par le Secours populaire français, selon le Conseil National de l'Alimentation ».

Ce que les Français vivent ou côtoient, les dirigeants socialistes peuvent-ils y rester insensibles à ce point ? Laurent Mauduit a raison de s'insurger, titrant son article du 2 octobre publié sur le site Médiapart (2) « La folle stratégie de la paupérisation » et de poursuivre « Au moment précis où le pouvoir d'achat enregistre un effondrement historique et où le chômage atteint des sommets, le gouvernement fait le choix de concocter un budget pour 2014 qui accable les ménages de prélèvements injustes. Au bout de cette stratégie détestable, un paysage social dévasté, avec 10 millions de pauvres. » Pour la seule défense de l'Euro, trahissant leurs engagements électoraux, les socialistes ont tourné le dos à toute politique sociale. Entendront-ils les colères qui montent ?

François ENNAT

(1) http://www.inegalites.fr/spip.php?article270&id_rubrique=123&id_groupe=9&id_mot=76
(2) <http://www.mediapart.fr/journal/france/031013/la-folle-strategie-de-la-paupérisation>

Fiscalité verte et bonnets rouges

Comment faire d'une bonne idée quelque chose d'impossible et d'insupportable ? A l'époque de l'empilage des impôts et de la multiplication des maladresses, les aventures de l'éco-taxe le démontrent à l'envie.

Pour une fois, François Hollande pourrait mettre en cause l'héritage sarkozyste. Votée à la quasi unanimité, la taxe sur les véhicules de transports de marchandises avait tout en elle de la bonne idée. D'abord, c'était le seul résultat tangible du Grenelle de l'Environnement, ce *happening* destiné à concevoir la France écolo-compatible de demain. Double objectif : recueillir de l'argent, ça c'est habituel mais mieux encore provoquer un transfert du transport des marchandises des routes vers le rail. Il est vrai que la *Mondialisation heureuse* a multiplié le nombre des camions sur nos routes et cela, à mesure que les entreprises de transport routier français disparaissaient au profit de leurs concurrentes moins chères et généralement venues de l'Est. Un rééquilibrage était donc nécessaire et l'on sait très bien que l'outil fiscal est l'un des plus commodes, des plus simples et des plus efficaces pour faire évoluer les comportements.

Alors ? Où est le problème ? On devrait écrire plutôt les problèmes. Tout d'abord, le choix du moment. Il est vrai que la perception de cette éco-taxe demandait la mise en place d'une infrastructure et par là, un peu de temps. Mais pourquoi avoir fixé sa mise en application en 2014 ?

Nicolas Sarkozy, François Fillon, Jean-Louis Borloo, Nathalie Kosciusko-Morizet et Valérie Pécresse, à eux cinq n'ont peut-être pas eu le courage d'aller aussi vite que cela eut été nécessaire. Sans doute par crainte des lobbies du patronat, extrêmement actifs et auxquels la ruine de leur pays et sa désertification ne posent guère de problèmes. Sans doute aussi faut-il rappeler que la pression fiscale était déjà forte à l'époque et qu'il convenait de n'en point rajouter. Toujours est-il que le calendrier ne joue guère en la faveur de l'actuel gouvernement.

Disons les choses : « *le respect de nos engagements européens* » est devenu l'alpha et l'omega de toute politique dans notre pays. Notre horizon indépassable est la défense de l'Euro quoi qu'il dût nous en coûter. Maîtriser les comptes publics en temps de crise relève de la gageure, tout le monde le sait et depuis toujours. Et, comme le gouvernement refuse de mettre sur pied la réforme fiscale dont nous avons besoin depuis vingt ans, chaque modification de l'imposition prend la forme d'un bricolage qui détruit le peu de confiance des agents économiques et nous fait parvenir à un empilage devenu dangereux par son instabilité et les multiples injustices et incompréhensions qu'il suscite. L'éco-taxe telle qu'elle est pensée ne

favorise pas le passage au train parce qu'elle pèse trop sur les petits parcours et pas assez sur les longs qui sont le véritable problème. Cela mérite d'être adapté et repensé (1).

Le gouvernement a donc reculé. Ce que tous ces devanciers ont fait depuis 25 ans. La révolte bretonne n'y est pas pour peu de chose, même si elle traduit d'abord la peur face à une situation locale qui ne cesse de se dégrader. La Bretagne est un bon laboratoire des résultats de la politique libérale menée depuis si longtemps. Voilà une région dynamique, courageuse, créative. Seulement, le « modèle économique breton », comme on dit sur BFM TV n'est plus en adéquation avec notre mondialisation qui fait que nous ne sommes plus qu'un vaste marché qui finira par ne plus rien produire. Les Bretons ont la mémoire longue. Le traité de rattachement du duché au royaume de France (1532) stipule que le roi de France s'interdit de placer quelque péage que ce soit sur les routes de Bretagne sans le consentement des États. Durant tout l'Ancien régime, les Bretons, élites comme peuple, ont jalousement défendu cette particularité, y compris les armes à la main comme en 1674 avec la Révolte des bonnets rouges et la défendent encore. C'est pour cela qu'il n'y a aucune autoroute à péage sur toute la

péninsule. Or, l'éco-taxe, déroge à ce principe et l'orgueil chatouilleux des Bretons s'en est vite ému. Évidemment, il serait stupide de réduire le malaise de la région à cette simple taxe, les manifestations récentes ont démontré que tout un peuple se sentait menacé. L'agro-alimentaire souffre de l'Europe et se délite semaine après semaine. La région est considérée par certains agents économiques comme excentrée et le transport tel qu'il est conçu aujourd'hui oblige à utiliser des norias de camions pour transporter productions et marchandises de la Bretagne vers le reste du pays et du continent. Deux remarques : qu'est devenu le rail et pourquoi ne pas parler des problèmes que s'y posent à l'agriculture : compétitivité des productions et des industries de transformations ?

Pourtant, ce n'est pas tout. Le pire dans cette histoire est que la mise en place de la taxe par un partenariat public-privé pose de nombreuses questions. D'abord parce que cet affermage nous ramène aux pires heures financières de l'Ancien régime. Ensuite, par ce que les conditions de l'attribution de ce marché au consortium principalement italien « Ecomouv » laisse planer de nombreux doutes sur sa régularité et son honnêteté. C'est pour cela que je citais les noms des responsables un peu plus haut. Rien n'est clair dans cette histoire. Ni l'action des uns et des autres, ni les forts soupçons auxquels elle mène (2). La haute fonction publique ne jure plus que par ces partenariats qui permettent de faire des économies dans un premier temps mais se révèlent par la suite autrement plus coûteux que ne le serait une gestion directe par l'État. Cette histoire ne fait que commencer...

Charles GUÉMENE

 (1) Voir le court billet de Jacques Sapir sur : <http://russeurope-hypothese.org>

 (2) Voir l'article de Martine Orange sur le site de Médiapart.

Le cercle de Darwin

Le basculement des priorités américaines vers le Pacifique annoncé il y a deux ans par Obama est rendu plus incertain, ce qui laisse plus de place à la Chine et plus d'autonomie aux alliés des Etats-Unis.

Le shutdown de la première quinzaine d'octobre avait empêché Obama de se rendre à Bali pour le sommet Asie-Pacifique ainsi qu'à Brunei pour le sommet des pays du Sud-Est asiatique, et d'effectuer d'importantes visites bilatérales dans l'Indonésie de son enfance, aux Philippines et en Malaisie. Le nouveau président chinois Xi Jinping, sans rival, a sans effort dominé impérialement ces rencontres, séduisant par son style lisse, modeste et souriant, emportant ces journées sans avoir à montrer les dents. Le ton est donné d'une sorte d'hégémonie bonhomme sur la région. Il sera très difficile pour les Américains de contenir une telle menace douce. Xi Jinping s'est même payé le luxe d'un rapprochement spectaculaire avec le pays le plus musulman du monde, premier chef d'Etat étranger à s'exprimer devant son Parlement, alors que cet honneur aurait dû échoir à l'enfant du pays, admirateur du modèle indonésien, Barack Obama.

Le *shutdown* n'est pas seul en cause. Déjà Obama s'était fait voler la vedette par Poutine au sommet du G 20 à Saint-Petersbourg début septembre, rattrapé par un Moyen-Orient dont il avait tout fait en quatre ans pour s'échapper au profit du pivot Pacifique mais

qui refuse obstinément de se laisser oublier des grandes puissances. Depuis son investiture en 2008, Obama était personnellement plus obsédé par un rapprochement historique avec l'Iran que par la Chine. Il n'avait quitté ce dossier qu'à regret et y a replongé avec délectation dès qu'une occasion inespérée s'est représentée avec Rohani. Il n'avait d'ailleurs adopté le prisme Asie-Pacifique qu'à défaut, sur la proposition d'une Hillary Clinton particulièrement énergique sur le sujet mais se sentant mal soutenue par la Maison Blanche. Le départ de celle-ci a sonné le glas pour bon nombre de pays d'Asie qu'elle avait convaincu d'une détermination américaine qui n'était pas au rendez-vous. La plupart ont vite fait de comprendre et de regarder ailleurs en direction de la Cité interdite et son nouveau locataire (pour dix ans !).

Trois pays ont plus de questions à se poser : non pas tant Taïwan qui a déjà tenu un premier sommet avec les nouveaux dirigeants de Pékin, que ceux de la périphérie qui bloquent l'accès de la Chine au Pacifique, constituant une sorte de barrière de l'Ouest, une barrière de corail : le Japon, les Philippines et l'Australie. Tous trois sont atypiques par rapport au reste de l'Asie plus ou moins sinisée : un Nippon

shinto, des Hispano-américains catholiques, un greffon anglo-saxon des antipodes.

L'hebdomadaire américain «Time» daté du 7 octobre a consacré sa couverture et son dossier à un retour du Samouraï qui se passe de commentaires. Son nouveau premier ministre, Shinzo Abe, est bien décidé à se battre filot par filot comme durant la guerre du Pacifique. Les Philippines, peu connues, trop récemment propulsées sur la scène extérieure, sans moyens, mal gouvernées, instables, sont un peu le maillon faible de cette chaîne. Reste l'Australie en rapide mutation : l'immigration européenne en dix ans a décliné de 52 à 40 %. Dix pour cent de la population est désormais asiatique. Même si les Australiens ont donné le 7 septembre une majorité au parti libéral (droite) présidé par l'ancien chef du mouvement pour le maintien de la monarchie constitutionnelle (britannique), qui avait battu les partisans de la république dans les années 90, Tony Abbott, devenu Premier ministre, a promis de faire plus de Djakarta et moins de Genève. Son premier déplacement à l'extérieur fut d'ailleurs pour l'Indonésie à titre bilatéral à l'occasion des sommets susmentionnés où il a en quelque sorte pris la place d'Obama comme représentant de la mouvance anglo-saxonne. Si

depuis 1942 (chute de Singapour), la sécurité de l'Australie a basculé de Londres vers Washington, sa prospérité, avec une croissance sans égale depuis un quart de siècle, repose essentiellement sur son commerce avec la Chine (exportations de charbon et de minerais de fer). Canberra ne veut donc pas se trouver dans une situation où il aurait à choisir et prône des solutions qui seraient agréables aux deux parties. Les experts australiens sont à la pointe des réflexions géopolitiques tendant à repenser l'avenir de la relation sino-américaine et le destin de l'Asie-Pacifique.

Curieusement, alors que la grande majorité de sa population est concentrée au sud-est face au Pacifique, comme tournant le dos à l'Asie, c'est comme vigile de celle-ci que sa défense est désormais axée (de même que sa lutte contre l'immigration clandestine), avec comme centre la base militaire de Darwin à l'extrême nord du continent, où Obama avait promis il y a deux ans de stationner 2 500 marines en rotation. Darwin est situé à équidistance de Singapour et de Sydney à près de 2 000 miles nautiques. Accessoirement, à même distance de Nouméa, ce qui n'est pas sans réveiller quelques mauvais souvenirs, les relations franco-australiennes ayant été souvent tendues. Mais c'est aussi un signe qui nous rappelle la présence de nos intérêts dans cette partie du monde. Vu de Paris ou de certains bureaux parisiens, notre marge de manœuvre semble parfaitement nulle par rapport à Washington. Vu des antipodes, la perspective est différente. Une valse de chaises musicales y a commencé. Si nous ne voulons pas être les premiers à tomber entre deux chaises et être exclu du jeu qui s'annonce intéressant, il faudrait bien observer le comportement de notre voisinage asiatique.

Yves LAMARCK

Les quatre révolutions de 1789

Habitué de nos colonnes et de nos Mercredis, Jean-Clément Martin, professeur émérite d'Histoire, après avoir étudié bien des aspects de la Révolution française, vient de livrer un ouvrage de référence avec cette « Nouvelle histoire de la Révolution française », publiée l'année dernière chez Perrin. Cette nouvelle approche nous permet de modifier nos angles de vues sur la question et de renouveler un sujet sur lequel tant d'historiens ont écrit et se sont affrontés.

Royaliste : Vous évoquez dans votre livre quatre révolutions françaises...

Jean-Clément Martin : Le temps des révolutions commence en 1770 en France car c'est cette année-là qu'on se met à parler de révolution : c'est à propos de la révolution de Maupéou, lancée par Louis XV. En 1788-89, on entre dans la dernière révolution car la France clôtüre le temps des révolutions qui a marqué l'Europe et le monde ; cette révolution de 1788-89 débouche sur la deuxième révolution qui commence le 10 août 1792 et qui s'achève quand le Directoire se met en place. S'ouvre alors le cycle des révolutions de palais et des coups d'Etat qui s'achève après la victoire de Marengo. Ces révolutions sont liées, mais il n'y avait pas de fatalité dans le déroulement des événements ni de déroulement idéologique bien réglé.

Nous sommes dans un phénomène mondial. A partir de 1760-1770, tous les pays européens rentrent dans un processus de réformes lancé par tous les souverains européens : c'est ce qu'on appelle

le despotisme éclairé. Il y a une sécularisation administrative, une sécularisation de la société, une rationalisation du fonctionnement des pouvoirs publics et une rationalisation de la levée des impôts aussi bien au Portugal, en Suède, au Danemark, en Autriche... Cela provoque partout les mêmes problèmes, que ce soit au Pérou ou dans les colonies américaines : on rentre dans des luttes qui engendrent dans certains cas des révolutions. En France, Louis XV veut rationaliser l'Eglise en dissolvant des ordres devenus étiques et c'est ainsi qu'on entre dans un processus qui va conduire à la Constitution civile du clergé. Louis XVI lance la départementalisation des impôts - c'est à ce moment qu'on invente le département. On pourrait multiplier les exemples dans tous les domaines et l'on voit que la Révolution aura à résoudre les problèmes qui étaient restés sans solution sous l'Ancien régime.

C'est en effet une monarchie faible, un roi et une reine discrédités dans l'opinion qui doivent affronter à partir de 1785 des élites qui n'accep-

tent pas qu'on leur impose une nouvelle fiscalité et qui veulent contrôler l'Etat. A partir de 1788, la résolution des conflits échappe à tout le monde : le roi renonce à contrôler l'opinion, il organise, mal, la réunion des Etats-Généraux, en doublant le Tiers contre les nobles et le haut clergé. A ce moment, on ne parle pas de révolution mais de régénération. Le roi s'engage de bonne foi dans cette entreprise et en même temps il est dépassé par les événements : ne maîtrisant pas les contradictions dans lesquels il s'enferme, ces contradictions ne font qu'augmenter. Lorsque le 14 juillet se produit, on commence à parler de révolution et les étrangers sont sidérés de voir que le roi avalise cette révolution.

Royaliste : Les Français dans leur ensemble sont-ils conscients de cette révolution ?

Jean-Clément Martin : Oui et non. En juin-juillet 1789, on instaure une sorte de monarchie parlementaire, il y a la Déclaration des droits, il y a des conflits de souverainetés, mais c'est en octobre 1789

que la conscience d'avoir franchi un cap devient manifeste : le roi est ramené à Paris et on se trouve devant une situation inédite qui n'implique d'ailleurs pas l'abolition de la monarchie : jusqu'en 1791, Robespierre ne voit pas d'autre solution que le maintien de Louis XVI. On entre ainsi dans une régénération qui se passe mal mais qui a tout de même lieu. De nouvelles institutions sont mises en place selon les intentions manifestées depuis 1770 et ces institutions sont acceptées parce qu'elles étaient attendues depuis longtemps et répondaient à de véritables problèmes.

Mais cela se passe mal à cause de la Constitution civile du clergé. Elle est dans le droit fil des préoccupations antérieures de la monarchie et elle est attendue par les courants jansénistes, par l'entourage du roi et acceptée par les trois-quarts des évêques. Mais cette Constitution est un prétexte pour mettre sur la table des conflits d'interprétation qui sont courants : on se demande ce qu'il en est de cette monarchie qui se permet de réformer l'Eglise sans l'aval du Pape... Ce n'est d'ailleurs pas impossible mais c'est une question de négociations. Mais au moment où le texte est envoyé à Rome, les jansénistes italiens contestent le Pape qui est confronté à une contestation de la catholicité

universelle, notamment en Russie, et qui se sent assailli. Enfin, cette Constitution civile du clergé repose sur une nouvelle définition de l'Etat et sur une nouvelle définition des rapports entre l'Eglise et l'Etat : depuis la Déclaration de 1789, qui invoque l'Etre suprême, la religion catholique n'est plus la religion officielle et la France entre dans un nouvel univers. Ne l'oublions pas : presque au même moment le frère de Marie-Antoinette, empereur d'Autriche, veut imposer aux Belges l'équivalent de la Constitution civile du clergé - ce qui provoque la révolte des Belges qui chassent les troupes autrichiennes.

Royaliste : Venons-en au 10 Août...

Jean-Clément Martin : On a réussi une totale mutation de la nation et une totale crispation de la nation sur la question religieuse ; le roi et les opposants aux mesures nouvelles s'engagent dans cette faille et cela débouche sur une opposition ouverte marquée par la fuite du roi le 20 juin 1791. Le divorce est alors patent, il est aggravé par la course à la guerre : la régénération est abandonnée et la France se retrouve en guerre civile permanente. Le résultat, c'est la naissance d'un corps de révolutionnaire et d'une révolution.

Le 10 Août, c'est un coup de force organisé par des révolutionnaires contre d'autres révolutionnaires. L'affrontement est incertain. Il débouche sur une dualité révolutionnaire : la Commune insurrectionnelle est en opposition avec les députés de la Législative puis de la Convention. Il n'y a jamais un seul pouvoir qui tient la France mais plusieurs courants qui s'affrontent : jusqu'en 1793, nous ne sommes pas dans un pays révolu-

tionnaire organisé mais dans une situation de surenchère permanente et sur tous les plans - politique, religieux, économique, militaire - qui se joue au détriment des ennemis de la Révolution. Cela permet de comprendre le procès de Louis XVI et la Vendée. Il y a un défaut d'Etat, un vide qui permet aux uns et aux autres de prendre toutes sortes de mesures. Il faut attendre mars 1794 pour que cette révolution commence à s'organiser autour du Comité de Salut public et du Comité de sûreté générale et il faut attendre Thermidor pour qu'il y ait un régime révolutionnaire organisé et centralisé. Cette troisième révolution débouche à partir de 1795 sur une stabilisation qui est organisée par les vainqueurs financiers et militaires. Cette stabilisation est marquée par des coups d'Etat et l'armée qui fait vivre la nation depuis 1795 réalise en quelque sorte ses gains en 1799.

Royaliste : Quelles leçons tirez-vous de ces événements ?

Jean-Clément Martin : La force des forces est le fil rouge de ce livre. Il n'y avait pas de volonté révolutionnaire. Il n'y avait pas de militants révolutionnaires. Il n'y avait pas d'idéologie révolutionnaire. Les idées de Rousseau étaient utilisées par la révolution comme par la contre-révolution. Les nobles de haut rang étaient voltairiens avant d'être chassés de France. Il y avait une attente de réformes qui rentrent dans des jeux politiques qui s'inscrivent dans un certain contexte : c'est ainsi que ce qui pouvait être accepté - par exemple la Constitution civile du clergé - ne l'est pas. Cette révolution se fait à marche forcée et elle se fait sans que personne ni ne la prépare ni ne la comprenne. Barnave, qui



lance la révolution à Grenoble et qui la théorise en 1789, comprend avant de monter sur l'échafaud en 1794 que ce qu'il avait ouvert est une révolution qui s'est trouvée confrontée à des groupes sociaux auxquels il n'avait pas pensé. Avant Guizot et avant Marx, Barnave a compris la lutte des classes, que Robespierre n'a jamais pu comprendre. Si Robespierre devient après la fuite du roi l'incarnation du jacobinisme naissant, c'est qu'autour de lui il n'y a plus personne. Il est porté par ce qui se produit et il va être dépassé comme tous les acteurs de la Révolution : leur grande préoccupation, c'est de contrôler le pouvoir qui leur échappe.

Il faut bien comprendre la dualité des pouvoirs qui apparaît en 1789 et qui s'achève à la fin 1794. Ce qui est en cause, ce sont les deux principes fondamentaux de légitimité et de légalité et personne n'arrive à trouver de solution simple. A partir du moment où l'illégalité devient source de légitimité, et où personne ne parvient à contrôler le cadre dans lequel s'établissent la nouvelle légalité et la nouvelle légitimité, on est dans une surenchère permanente. Barnave a passé son temps à dire qu'il ne fallait pas déborder le nouveau cadre mais il n'a pas compris que

les forces et les attentes sont tellement grandes, dans une population lettrée et mobilisée, qu'il n'est pas possible de les endiguer. Les acteurs de la Révolution doivent assumer les forces en mouvement, et ils s'y soumettent. C'est ce qui fait que tous les groupes révolutionnaires ont été considérés, à un moment ou à un autre, comme contre-révolutionnaires - y compris Robespierre et les hébertistes. Cela signifie que nous sommes dans la rhétorique, et qu'il n'y a pas de définition stricte selon une idéologie. Il n'y a jamais eu de système révolutionnaire, de principe révolutionnaire, d'unité révolutionnaire. La preuve, c'est que, dans le climat que vous connaissez, une forte minorité de députés refuse de voter la mort du roi.

Nous vivons aujourd'hui encore sur les discours révolutionnaires, qui forment l'héritage monumental de la Révolution, mais n'oublions pas que la guerre civile et l'état de siège constituent la réalité de cette époque pendant laquelle le régime est toujours en sursis, pendant laquelle l'armée incarne le sentiment patriotique et devient la principale force, très aimée, de la nation.

**Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS**

Les sept piliers du populisme

Une lecture comparative peut être faite de la crise de confiance que traversent les systèmes représentatifs, en Italie, en Espagne et en France. Elle pourrait nourrir un débat authentiquement européen.

On se souvient que Ségolène Royal avait vainement proposé aux Français une démocratie participative visant à associer plus directement le peuple aux structures de gouvernement. Quelques années après, on se doit de revenir aux sources de ce qui avait inspiré la malheureuse candidate à l'élection présidentielle, car notre époque semble bien être celle de l'émergence de nouvelles pratiques démocratiques : celles promues par les réseaux sociaux de l'Internet ou par les grandes mobilisations collectives du type de celles des Indignés. Ces nouvelles gestes collectives pèsent bien souvent de tout leur poids dans le débat démocratique, même si peu de combats engagés sous ces bannières trouvent une expression politique concrète.

Un jeune chercheur de Barcelone, Xavier Casals, offre sa contribution en proposant une remarquable étude (1). Interrogeant plus précisément les différentes formes prises par le populisme dans la péninsule ibérique, mais aussi en Italie et en France, il introduit ce qui pourrait être un authentique débat européen. Son travail, à l'origine une thèse universitaire, s'attache aussi à décrire la chronologie des changements de ces différentes incarnations de cette opposition entre le peuple et les élites, telle que l'avait d'abord cernée Pierre-André Taguieff. Nous est ainsi offerte une très intéressante grille de lecture des évolutions marquantes de

nos démocraties depuis le début des années 1990, donc bien avant la crise actuelle, qui n'a joué qu'un rôle d'accélérateur dans la crise populiste.

Casals distingue d'abord un populisme de l'abondance, dont la figure de proue fut celle du self-made man. L'une des premières incarnations de ce modèle fut - on le sait - Silvio Berlusconi, que nous n'avons pas eu de mal à retrouver chez nous en un certain Bernard Tapie. Au temps du libéralisme triomphant et de la relance de la construction européenne, la figure de l'entrepreneur fut dans nos trois pays latins chouchoutée par la gauche comme par la droite. Berlusconi et ses épigones s'imposent au gré des événements propres aux évolutions politiques de leur pays. Mais ils ont recours à des éléments de langage que notre analyste catalan se fait fort de rappeler, et que nous pourrions appeler les sept piliers du populisme.

Les tribuns de la dernière décennie du XXe siècle ont tous à cœur de se présenter comme d'authentiques porte-paroles du peuple ou de la société : figure imposée du populisme classique qui permet, dans un second temps, de dénoncer « l'isolement supposé des partis majoritaires de la société. » Nos leaders abordent ensuite, au moment de leurs premières défaites ou de leurs premiers succès dans les affaires, le thème de l'existence d'une prétendue mise sous « tutelle du pouvoir judiciaire par le pouvoir politique. » Continuelle est

la critique de l'establishment, qui n'est pas en France que l'apanage des hommes d'affaires, comme en témoigne bien sûr l'attitude d'un Jean-Marie Le Pen. Vive, aussi, est la critique toujours plus vive du poids exagéré de l'État dans l'économie.

Xavier Casals pointe l'exploitation récurrente de ces thèmes que nous connaissons tous, et dont on peut même dire que certains nous sont chers, comme la critique de l'intégration politique européenne ou la dénonciation de la perte de pouvoir par les autorités nationales. Mais il faut convenir que le cocktail explosif décrit recèle, dans toutes ses dimensions, un fort pouvoir destructeur.

Ainsi, dans ce contexte, très inquiétante fut la proposition d'un recours à l'exercice de la démocratie directe et participative. Risque-t-on une contamination populiste des discours politiques ? Le chercheur n'aborde pas cette question que l'observateur peu rompu à la science politique pourrait poser. Quoi qu'il en soit, au populisme de la prospérité aurait succédé un populisme de crise, dont une incarnation dématérialisée est le populisme 2.0. Au moins celui-ci n'est-il pas près de se trouver un leader...

Christophe BARRET

(1) Xavier CASALS - « *El pueblo contra el parlamento. El nuevo populismo en España, 1989-2013.* », Barcelone, Pasado & Presente, 2013. Toutes les citations sont tirées de cet ouvrage.

EN JEU

La Fondation pour la mémoire de la déportation lance une nouvelle revue papier « En Jeu », dont le sous-titre est *Histoire et mémoires vivantes*. Le contexte l'exige, un an avant les célébrations du soixante-dixième anniversaire de la Libération de la France. La plate-forme éditoriale de la revue est, à cet égard, très claire. « *Répété à l'infini, martelé sous de multiples versions et formes, le Plus jamais ça !, les leçons du passé, cet impératif de vigilance a fini par n'être plus qu'un rituel, qu'une formule incantatoire.* »

Dans son premier dossier, consacré aux Résistances au musée, la sonnette d'alarme est tirée sur un point précis. « *Sur ces problèmes matériels amplifiés encore par la crise économique que traverse nos sociétés, se greffent les effets préoccupants du relativisme, cette manière de tendre à placer sur le même plan les martyrs et leurs bourreaux, tous victimes d'une même guerre, qui gagne insidieusement, sous différents formes, des parts de plus en plus importantes du marché mémoriel et idéologique.* » Nous est donc tout d'abord proposée une analyse intéressante d'une toute jeune science humaine : muséohistoire, définie par un récent programme de recherche historique. Son enjeu : saisir la manière dont les derniers débats des historiens ou les derniers chocs mémoriels sont relayés dans la cinquantaine de musées consacré à la Résistance, dans notre pays. Peu échappent, en fait, à une vision partisane. Les mémoires gaullistes et communistes resteront toujours bien distinctes, même si, dans cette concurrence, ce sont les établissements les plus artisanaux qui se montreraient les moins partisans.

C. B.

Revue « *En Jeu, Histoire et mémoires vivantes* », no 1, juin 2013 (vente auprès de la Fondation pour la mémoire de la Déportation - FMD).

Versailles, le coup d'éclat permanent

Jolie formule que celle d'Alexandre Maral, conservateur en chef de notre étonnant palais national et donc connaisseur intime du lieu. Formule qui se révèle vraie encore aujourd'hui. Les récentes émissions télévisées de Stéphane Bern ont conquis un public qui ne peut qu'être séduit ou fasciné par l'attrait d'un monument magique, à l'éclat sans pareil. De même, Patrick de Carolis (dans *Des racines et des ailes*) en remettant à l'honneur le travail de Le Nôtre, créateur des immenses jardins qui servent d'écrin au château, a pu donner une idée de la force projective de l'aménagement de l'espace. Car on retrouve à Versailles le découpé exact de la perspective des Champs Élysées. Alexandre Maral explique que la construction de la ville de Washington en 1791 est conçue par l'architecte Pierre Charles L'Enfant sur le modèle de la ville royale, corrigée, il est vrai par la modification constitutionnelle qui excen- tre le Presidential Palace. Il n'avait donc peut-être pas tort cet adversaire sanglant de la monarchie louis-quatorzième d'exiger l'éradication totale d'un site pareil, pour en effacer à jamais le prestige dans l'esprit des peuples. Lorsque le général de Gaulle puis François Mitterrand veulent mettre en scène le rôle international de la France, c'est le cadre de la Galerie des glaces ou celui du Grand Trianon qu'ils choisissent pour frapper les imaginations. Cependant, il n'y a pas seulement l'éclat sans pareil, il y a l'appareil de Cour constitué par Louis XIV à partir de 1682, qui suscite réflexions et même polémiques. Ce système qui a fonctionné pendant un siècle et qui consistait à tout régler dans un cérémonial uniforme où l'unité classique d'action, de temps et de lieu était strictement observée, ne relève-t-il pas de graves défauts qui expliquent qu'il ait pris brutalement fin, lorsque son inadéquation à la réalité s'est manifestée ? Dominique de Villepin est le dernier essayiste en date à pourfendre les dommages de l'esprit de Cour qui se prolongerait sous les régimes démocratiques, en perpétuant « une élite à la fois servile et arrogante, soumise au roi et coupée du peuple. » Mais à l'inverse, un chercheur aussi dépourvu de préjugés et d'arrières pensées que Norbert Elias a mis en évidence le rôle civilisateur essentiel de la Cour de Versailles. Il a souligné dans « *La civilisation des mœurs* » (1939) que cette Cour fut à l'origine d'une pacification des mœurs (avec notamment l'interdiction du duel), un contrôle de soi extrême qui bridait les pulsions. Elias porte aussi une attention particulière au raffinement du langage où il ne voit pas principalement, à l'instar de Pierre Bourdieu, un réflexe de caste pour mieux marquer les distances, mais un effort intellectuel et moral propre à la réflexion individuelle et aux gains du contrôle psychologique, dont La Bruyère et Saint-Simon seraient les meilleurs interprètes.

Sans doute la pensée d'Elias tendue vers l'intelligence de ce qu'il appelle le processus de civilisation est-elle grevée par une trop forte modélisation que l'historien de terrain contredit ou pour le moins nuance. Alexandre Maral remarque que la violence politique subsiste au sein de la Cour et

que le souverain doit constamment composer avec elle. De même, « la noblesse d'épée n'abandonna pas sa vocation guerrière, fondement de son code d'honneur. » D'ailleurs, il s'agissait aussi pour le roi de s'assurer de cette vocation pour la mettre au service exclusif de la puissance nationale, ne serait-ce que dans l'engagement des armées dans le feu des grands conflits européens.

Mais voilà qui nous renvoie à la dimension proprement politique de Versailles. On ne saurait oublier que sous les rois Bourbon, on assiste à l'avènement d'une monarchie administrative, qui correspond à la complexification et la spécialisation des services de l'État moderne. Sur ce point, la polémique de Dominique de Villepin est aussi à relativiser. À sa façon, la Cour « *constituait un véritable échantillon de la société française, peuplée de personnes issues de tous les milieux, clercs, militaires, nobles de Paris et nobles de la province, bourgeois, artistes, domestiques. Ce vivier était en mesure de permettre et favoriser des rapprochements, voire des alliances, sous l'égide ou parfois en dépit du souverain.* » Il faut bien comprendre aussi que c'est dans ce cadre que se constitue une véritable pépinière des serviteurs de l'État. Le terrible duc de Saint-Simon, dans sa fureur nobiliaire, a accusé Louis XIV d'avoir systématiquement humilié la noblesse d'épée, en n'ayant recours qu'à des bourgeois et des nobles de robe. Il y a beaucoup de vérité dans cette



par Gérard Leclerc

affirmation, mais elle ne doit pas faire oublier la persistance, à Versailles, de la prédominance de la haute noblesse : « *N'en déplaise à Fénelon ou à Saint-Simon, Versailles ne serait pas le lieu du triomphe des ministres.* » Cela ne veut pas dire non plus que ces ministres seraient de purs domestiques du pouvoir royal : « *Par son ambition de fixer et de fusionner diverses élites du royaume au service du souverain, l'installation à Versailles devait permettre d'intégrer pleinement le monde des serviteurs de l'État au système de la Cour et dans l'univers quotidien du prince.* » Pour approfondir cet aspect essentiel il faut recourir à d'autres ouvrages que celui d'Alexandre Maral qui est plus préoccupé des rites de Cour, en ce qu'ils ont de particuliers et désormais de surannés, bien qu'inscrits dans un processus (pour reprendre le terme d'Elias) sans lequel nous ne serions pas devenus ce que nous sommes. On a pu parler d'un moment de perfection de la civilisation française. Ce moment était, comme tous les autres, transitoire. Les transformations de la société auxquelles avait puissamment contribué la monarchie des Bourbon, devaient aboutir aux événements de la Révolution, où tout ce système de Versailles fut abattu. Louis XVI avait parfaitement compris la nécessité d'une révolution royale, mais il ne put la mener à bien, notamment du fait de l'obstruction des corps privilégiés. Ces derniers prétendaient paradoxalement s'opposer à l'absolutisme royal. Mais le roi était en partie prisonnier des privilèges que ses prédécesseurs avaient concentrés dans la Cour. Il lui aurait donc fallu être plus ferme à l'égard de cette ancienne société qui prétendait s'identifier à son autorité. L'abandon de Versailles, suite à l'invasion du château par une foule parisienne, le 6 octobre 1789, marque la fin brutale du régime instauré en 1682. Malheureusement, il ne fut pas permis à Louis XVI d'en instaurer un nouveau, non à cause de son incurie mais de l'emballement d'un régime terroriste dès son origine. Versailles n'en demeure pas moins la vitrine éclatante d'un modèle français, admiré du monde entier.

▣ Alexandre Maral – « *Le roi, sa Cour et Versailles - Le coup d'éclat permanent 1682-1789* », Perrin.

▣ Norbert Elias – « *La civilisation des mœurs* », Pocket.

Jacques Jordaens au Petit Palais

Le Petit-Palais de Paris organise jusqu'au 19 janvier 2014 la première exposition en France consacrée au peintre anversois Jacques Jordaens et non Jacob (ce sont en effet les critiques d'art flamand qui, à la fin du XIX^e siècle, par nationalisme, le rebaptisèrent Jacob). Voilà une occasion unique de redécouvrir ce peintre au talent éclectique (portrait, peinture religieuse, carton pour tapisserie...) trop souvent relégué au second plan par le succès de ses concitoyens Rubens et Van Dyck.

Né en 1593, issu d'une famille de drapiers en étroite relation avec les milieux artistiques anversois Jordaens fait son apprentissage dès 1607 dans l'atelier d'Adam Van Noort dont il épousera la fille et à qui il restera très attaché. Plus tard, il créera lui-même son atelier où se succéderont disciples et élèves des années 1620 aux années 1660, dont hélas aucun grand nom ne va surgir. Franc Maître de la guilde de saint Luc en 1615 puis doyen de 1621 à 1622, il devient vite un artiste renommé aux Pays-Bas espagnols et en Europe et un notable, comme en témoignent la demeure patricienne qu'il se fait construire non loin de celle de Rubens, à la fois lieu d'habitation et atelier, et le portrait de groupe qu'il fait de sa famille en 1621 où s'exprime au grand jour la tranquille certitude de faire partie d'une élite artistique et sociale.

Jordaens n'est pas un peintre mineur. La seule observation de la provenance des œuvres présentées dans cette rétrospective parisienne comme celles des commanditaires qui, de son vivant, s'adressèrent à lui, en témoignent largement. Plus casanier que ces deux confrères anversois, Jordaens a peu voyagé. Peu versé dans les langues mortes il est néan-

moins un grand lecteur et la fréquentation de Rubens, dont il se voudra l'héritier après sa mort, lui ouvre les horizons multiples de la peinture italienne et notamment vénitienne.

Jordaens n'a consacré qu'une part de son travail au portrait où la concurrence est rude. Malgré tout l'exposition nous livre quelques représentations de ses proches où l'on devine parfois la complicité qui unit le peintre à son modèle et l'allure aristocratique de la bourgeoisie anversoise. Il sollicite sa famille pour des études voire même le commis de la guilde de saint Luc, qui prête ses traits soit à un apôtre soit à un personnage de banque et se met lui-même à contribution. L'exposition offre des exemples saisissants de ces études.

Jordaens se consacre davantage aux peintures religieuses. Lui le calviniste, il suit les injonctions du concile de Trente. Par sa construction du tableau, par le choix des couleurs et la composition des clairs-obscur, il accentue la proximité du spectateur avec la scène représentée, en met davantage en lumière le caractère dramatique et s'efforce ainsi de susciter l'émotion du public. Commerçant et artiste avisé, il profite au maximum de la reconquête par les Espagnols de sa ville en 1585 et des commandes que les Eglises et les

ordres religieux lui adressent. Les ateliers fleurissent à Anvers et Isabelle d'Autriche qui gouverne les Pays-Bas espagnols depuis 1598 veut faire de la ville la vitrine de la Contre-Réforme. Par ailleurs les peintres et les autres artistes profitent des commandes d'une bourgeoisie exigeante et cultivée.

Jordaens excelle dans la peinture d'histoire notamment dans la représentation de la mythologie grecque et romaine que la bourgeoisie humaniste d'Anvers goûte particulièrement. Il se distingue de Rubens par une manière parfois un peu subversive dont il représente certaines œuvres, n'hésitant pas donner une touche accentuée d'érotisme à son travail. Il excelle aussi dans les illustrations de proverbes, qui ont une ambition morale ou moralisatrice très prisée de la bourgeoisie anversoise et dans lesquelles le peintre aime à se représenter ou à représenter sa famille. On y retrouve l'atmosphère de libation joyeuse qu'on trouvait déjà un siècle plus tôt dans les tableaux de Pieter Brueghel l'ancien.

Jordaens meurt le 18 octobre 1678. Avec lui disparaît le dernier des trois grands de la peinture anversoise du XVII^e siècle.

Marc SEVRIEN

Le Nôtre

Le domaine de Versailles ne pouvait manquer de rendre hommage à Le Nôtre à l'occasion du quatre centième anniversaire de sa naissance. Une belle exposition, extrêmement fournie, bien illustrée et remarquablement mise en scène vient nous le rappeler et souligner son importance éminente et la richesse de son héritage.

Plus qu'un créateur de jardin, c'est d'abord un artiste, formé au dessin dans la rigueur de l'époque. C'est surtout un collectionneur qui, toute sa longue vie, collectera ou commandera un nombre important de tableaux à tous les artistes majeurs de son siècle. Ces œuvres, léguées au roi pour les majestueuses, ont formé l'embryon des premières collections royales avec les imposants legs de Mazarin.

Pour créer des espaces de vie à son époque, il fallait tout posséder, du dessin, de l'art des plans à l'architecture. André Le Nôtre est un homme complet, le parfait «honnête homme» de ce Grand siècle.

De ces œuvres, peu restent dans leur état d'origine, le Domaine National de Versailles met un point d'honneur à en restituer le faste et la beauté ; mais l'Europe entière a pu profiter de ses œuvres et tous les principaux monarques d'Europe ont été ses clients pour des réalisations complètes ou quelques plans. L'exposition en montre de magnifiques.

Sa postérité architecturale est brillante et démontre que les véritables valeurs artistiques ne passent jamais avec le temps.

Pascal BEAUCHER

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12ème) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures précises. Accueil à partir de 19h45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 Euros est demandée. Elle s'achève à 22 heures. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 Euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 20 novembre

Professeur émérite de sciences politiques, membre des comités de rédaction des revues Esprit et Mil neuf cent, DANIEL LINDENBERG est l'auteur de nombreux ouvrages, dont « Les années sou-

terraines (1937-1947) », « Le rappel à l'ordre : enquête sur les nouveaux réactionnaires » qui provoqua une intense polémique et « Choses vues : une éducation politique autour de 1968 » qu'il nous avait présentés.

Son nouveau livre pose une question ancienne et toujours neuve : **Y a-t-il un parti intellectuel en France ?** Pour répondre, il faut faire l'histoire de ce « parti » depuis la fin du 19ème siècle, évoquer des figures connues (Péguy) ou méconnues (Thibaudet) et les grands débats du 20ème siècle, monter aussi que les fameux « intellectuels de gauche » n'ont jamais été hégémoniques : avec l'Action française et les non-conformistes des années trente, une fraction importante du Parti intellectuel fut à droite. Et aujourd'hui ? L'intelligentsia est toujours divisée en fractions, selon des clivages qu'il faudra préciser.

Mercredi 27 novembre

Professeur des Universités, historienne, CATHERINE DURANDIN

qui enseigne à l'INALCO a été auditrice à l'Institut des Hautes études de défense nationale et consultante au ministère de la Défense. En mai dernier, elle nous avait présenté son livre sur « *Le déclin de l'armée française* ». La voici de nouveau parmi nous pour un ouvrage mis en ligne sur le site Diploweb.com et qui ouvre un débat crucial sur cet OTAN que Nicolas Sarkozy avait décidé de réintégrer complètement sans que François Hollande revienne sur ce choix.

Le paradoxe, c'est que cette organisation destinée à contrer le Pacte de Varsovie et qui avait mené une guerre d'agression contre la Yougoslavie subsistante puis cherché à s'étendre vers l'Est, s'est donné en 2012 une liste vertigineuse de tâches qu'elle n'a pas les moyens de remplir. Dès lors, est-ce **La fin de l'OTAN ?** L'hypothèse est d'autant plus sérieuse que l'Organisation, après avoir totalement échoué en Afghanistan, n'a pas participé à la guerre de Lybie, ni à celle du Mali.

NOUVELLES

Santé

La convalescence d'Yvan se poursuit comme prévu. L'amélioration de son état physique général lui permet maintenant de s'échapper régulièrement de la Pitié-Salpêtrière et de venir même jusqu'aux nouveaux locaux.

Merci à tous de vos vœux d'encouragement.

Gabriel Matzneff

Le 4 novembre, Gabriel Matzneff s'est vu décerner le Prix Renaudot de l'essai 2013 pour son livre *Séraphin*, c'est la fin ! que nous avions présenté dans « *Royaliste* ».

Nous adressons à Gabriel nos très amicales et très chaleureuses félicitations.

Campagnes

Dans les prochaines semaines, nous allons lancer une campagne d'adhésions pour relayer le mouvement que nous enregistrons déjà.

Il en va de même pour les abonnements à notre journal dont la croissance prend une pente qui nous ravît fort. Aussi, nous encourageons ceux qui bénéficient d'un abonnement d'essai, à nous donner leur avis et opinions sur le contenu et le contenant et à nous rejoindre dès qu'ils le souhaiteront et le pourront. Merci à tous !

Communiquer avec la NAR

**38, rue Sibuet
75012 Paris**

Adresse électronique :
nouacroyal@gmail.com

Sites Internet :
[http:// www.narinfo.fr.st](http://www.narinfo.fr.st) (informations et actualités)
<http://archivesroyalistes.org>
Tél. : 01 42 97 42 57

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos activités, nos livres et brochures, remplissez le bulletin ci-dessus, **sans engagement de votre part.**

Non/Prénom

Date de naissance/Profession

Adresse

Adresse électronique :

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris.

Calculs cyniques et dangereux

Socialiste de conviction, Gérard Filoche exprime un sentiment largement répandu dans son parti et hors de celui-ci lorsqu'il dit que « ça craque » et qu'il faut un « changement de cap » (1) avant les élections de 2014. Révolte fiscale en Bretagne, fermetures d'usines, licenciements annoncés : les signes les plus visibles de l'échec de la « gouvernance » hollandiste indiquent l'urgence de ce changement.

Il serait passionnant de discuter, avec Gérard Filoche singulièrement, de la définition d'un projet politique pour la nation et de l'échec de l'Europe sociale qu'il appelait de ses vœux. Hélas, quelques jours plus tard, Jean-Luc Domenach nous explique, dans un article très bien informé (2), que les dirigeants politiques de droite et de gauche ne se sentent pas en danger. Certes, les socialistes se disent déçus par les faiblesses et les incohérences de gouvernement et les ministres déplorent le manque d'autorité du président de la République et du Premier ministre. Certains confient d'ailleurs qu'ils sont... déçus par eux-mêmes ce qui leur permet de comprendre la déception des Français ! Leur intelligence, leur psychisme et leurs intérêts bien compris les pousseraient donc au changement de cap espéré ?

Pas le moins du monde. Jean-Luc Domenach explique que les dirigeants socialistes font un calcul très simple qui leur permettra de ne rien changer : aux municipales, la poussée du Front national provoquera des batailles triangulaires qui permettront à la gauche de conserver nombre de villes face à une droite affaiblie par l'extrême-droite et les progrès frontistes se-

ront confirmées aux européennes de juin. Ensuite ? C'est toujours aussi simple : *l'irrésistible ascension du Front national* provoquera selon les mots de Jean-Luc Domenach un « électrochoc », un « réflexe démocratique des électeurs » et une « remobilisation de la gauche ».

A droite aussi, les stratèges intègrent dans leurs calculs la progression du Front national et un réflexe salutaire qui se porterait sur le candidat de l'UMP qui aura battu



François Hollande au premier tour de la présidentielle : « Ainsi Nicolas Sarkozy par exemple compte-t-il fonder son retour et son recours sur la poussée de l'extrême droite. L'ancien président s'imposerait puisqu'il serait le seul à pouvoir faire barrage à la fille Le Pen après avoir contenu précédemment le père », précise Jean-Luc Domenach. Les deux fractions rivales de l'oligarchie font par conséquent le même type de calcul. Elles comptent exploiter la menace extrémiste qu'elles auront laissé croître et susciter un réflexe de peur. Elles estiment que cette réaction

sera déterminante pour le choix du candidat de droite ou de gauche au premier tour. Elles tiennent pour évident que le candidat de droite ou de gauche qui gagnera le premier tour l'emportera automatiquement sur Marine Le Pen au second. Le cynisme des oligarques n'est pas seulement odieux. Il recèle de graves erreurs de jugement.

A gauche, on croit pouvoir jouer comme François Mitterrand en négligeant une donnée majeure : Jean-Marie Le Pen ne voulait pas du pouvoir alors que sa fille est dans une logique de conquête. A droite et à gauche, on regarde le Front national comme un parti qui doit son succès à la xénophobie. Jean-Luc Domenach partage cette opinion et dénonce les apprentis-sorciers qui favorisent un parti progressant dans une France de plus en plus réactionnaire et tentée par une noire transgression. C'est oublier qu'il n'y a plus guère de lien entre le vote frontiste et la forte présence d'immigrés maghrébins. C'est surtout ignorer que le discours frontiste sur l'immigration se double désormais d'une thématique protectionniste et d'une dénonciation de l'euro qui séduisent de larges fractions de la population meurtrie par le libre-échange et les mesures d'austérité. La réaction classique de défense républicaine sera faible, très faible, si ceux qui appellent à conjurer la menace extrémiste sont des oligarques qui ont montré de cent manières leur mépris de l'intérêt général et du peuple français. Si ces gens-là perdaient leur pari pour le second tour, ils nous placeraient tous, électeurs frontistes et anti-frontistes, dans une impasse tragique.

Bertrand RENOUVIN

(1) Intervention au Bureau national du P.S., le 29 octobre.

(2) http://www.marianne.net/Le-vertige-suicidaire-de-la-Gauche-et-de-la-Droite_a233444.html